

AUX FEMMES ET AUX HOMMES DE BONNE VOLONTÉ

Études 11, 12 et 13, synthétisées en un seul article

RETOUR SUR LA GENESE DE LA TOUSSAINT ROUGE *1^{er} novembre 1954*

Il me tarde de vieillir d'un an. De doubler le cap maudit du 50^{ème} anniversaire. Le cinquantenaire de la plus grande défaite historique subie par une nation européenne, notre Patrie la France, devant l'ennemi moderne ou plutôt actuel de l'Occident chrétien : « ***l'arabo-islamisme fondamentaliste conquérant*** » qu'il ne faut pas confondre avec la religion musulmane.

Un cinquantenaire qui remet à l'ordre du jour des interrogations auxquelles n'ont été apportées que des réponses insuffisantes, voire évasives ou dilatoires : « *par quelles manœuvres sataniques la conjuration permanente contre l'Occident chrétien, est-elle parvenue à tuer la France en Algérie française ?* »

Dans l'espoir d'apporter des éléments de réponse sérieux à cette question qui relève d'une stratégie anti-occidentale majeure, il faut revenir sur l'évènement théoriquement déclencheur de la guerre d'Algérie : la Toussaint Rouge, le 1^{er} novembre 1954.

Un rappel me paraît absolument nécessaire cependant. Le 23 octobre 1954, naît le FLN. Celui-ci se dote d'une armée, l'ALN, Armée de Libération Nationale. Elle entre en action le 1^{er} novembre 1954.

Le FLN est né du CRUA, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité d'Action, composé de 5 membres : Mohamed Boudiaf, Mourad Didouche, Larbi Ben M'hidi, Mostefa Ben Boulaïd, Rabah Bitat.

Ce CRUA fut constitué durant le mois de mars 1954. En réalité, nous sommes en guerre depuis ce mois de mars 1954 au plus tard. La police des renseignements généraux est informée. La direction de la sécurité du territoire est informée. Les services spéciaux français sont informés. Le gouverneur général en Algérie, Léonard, est informé, lui aussi. Tout le monde se tait. Tout le monde capitule en réalité avant le déclenchement des hostilités.

Pardon. Ce n'est pas tout à fait exact. Durant l'été 1954, deux notables de la révolution algérienne vont connaître des *ennuis douloureux*.

Hocine Lahouel, membre du bureau directeur du MTLD⁽¹⁾, révolutionnaire algérien très connu, originaire du Constantinois, est « *ramassé* » par la police, durant l'été 1954. Il avait été roué de coups par des

inconnus qui l'avaient laissé pour mort. C'était rue de la Lyre, à proximité du siège du MTL, place de Chartres, à Alger. Ses agresseurs, *non identifiés*, pensaient certainement l'avoir tué. Pour des raisons inconnues, ils n'ont pas apporté, de toute évidence, un soin extrême à l'exécution de leur travail.

Hocine Lahouel est donc un révolutionnaire algérien. Il est important de préciser que c'est un élu TRES connu. Il siège au conseil municipal de la ville d'Alger. Il y exerce les fonctions d'adjoint du maire Jacques Chevallier.

A cette époque, celui-ci occupe à Paris le poste de secrétaire d'Etat de la Défense Nationale dans le gouvernement de Pierre Mendès-France.

Lahouel, avec la complicité de Jacques Chevallier, avait dirigé la réunion préparatoire au cours de laquelle fut décidé le **déclenchement de la guerre d'Algérie**. C'était très précisément le premier dimanche de juillet 1954, à Hornu, dans le Brabant, dans une salle de cinéma. En Belgique donc.

Lors de cette réunion d'Hornu, il était accompagné de Mohamed Khidder, un autre cadre supérieur du MTL.

Ainsi, d'une manière historiquement incontestable, Jacques Chevallier est confirmé dans ce qu'il est avant tout : un complice majeur, ou plutôt un ordonnateur de la Révolution Algérienne. Il intervient en tant que correspondant, très honorable et particulièrement bien placé à Paris et à Alger, des services secrets américains. Il avait fait partie de ces services en 1943, en tant que militaire mobilisé, car il jouissait d'une double nationalité française et américaine, puisque sa mère était Texane.

Insistons encore sur cette vérité : dans la genèse du 1^{er} novembre 1954, la Toussaint Rouge, Jacques Chevallier intervient comme un agent de décision majeur dans le déclenchement de la Révolution Algérienne.

Mohamed Boudiaf, lui aussi cadre supérieur du MTL, durant le même été 1954, donc très peu de temps après la constitution du CRUA, est ramassé à son tour, laissé pour mort, rue de la Lyre à Alger. Il guérira de cette énorme raclée, grâce aux soins de nos médecins français.

Qui se trouve à l'origine de ces agressions sauvages ? Manifestement « *incomplètes* » ?

Agissements des services spéciaux français ? Initiatives de policiers français, ulcérés de constater que leurs enquêtes et découvertes ne servent à rien ? Avertissements donnés violemment par des officiers du SR militaire dirigé par le colonel de Schaken ? En tout cas, ces deux hommes victimes l'un et l'autre d'une raclée trop expéditive, pourront poursuivre leur carrière d'ennemis de la France avec vigueur, constance et succès.

En particulier Hocine Lahouel, sous l'autorité de Jacques Chevallier, nous l'avons vu.

Au moment de son agression de l'été 1954, il œuvrera à la Mairie d'Alger en tant que complice opérationnel très offensif de la Révolution Algérienne. Il combattra la France et contribuera à faire tuer des Français. Grâce à Lebjaoui, un fonctionnaire municipal. Celui-ci deviendra plus tard le premier chef du FLN-Métro. Mais à Alger, à la mairie, grâce à un complice Rabah Adjaoui, appariteur sous ses ordres, il alimentera les tueurs de la ZAA (Zone Autonome d'Alger) en fausses cartes d'identité. Grâce à Ouamri, un fonctionnaire très actif, il fera établir une liste de policiers français à abattre. Hocine Lahoued put agir ainsi grâce à un effectif mis à sa disposition, avec la complicité du maire certes, mais aussi avec la complicité très active des promoteurs de la mort de dizaines de Français. Promoteurs qui portent les noms de Gallice, Chaulet, et autres encore.

Jacques Chevallier, par sa participation active au combat contre la France, mettait en pratique ses convictions rooseveltiennes telles que celles-ci avaient été exprimées en 1943 à Casablanca par le président américain. Le général Giraud avait claqué la porte. Le général De Gaulle s'était soumis lors de cette célèbre rencontre de 1943 à Casablanca.

Jacques Chevallier, engagé volontaire et convaincu dans la guerre contre la France, engagé dans la guerre pour la naissance de « sa » jeune patrie, l'Algérie connut l'énorme privilège, en octobre 1961, de bénéficier du concours clandestin et efficace d'un « chef » de l'OAS, dont on veut nous faire croire qu'il était l'homme de Salan. Au mois de mai 1962, Jacques Chevallier et son nouveau complice, réussirent à convaincre les « Deltas » de l'OAS algéroise, de cesser le combat.

Ce jour du « cessez le feu » des Deltas correspond historiquement à la date effective de la mort de l'Algérie française. Au triomphe de l'idéologie rooseveltienne. Ce qui signifie que c'est bien ce jour-là que le *pompidolisme*, état-major rothschildien qui orientait et dirigeait De Gaulle, a triomphé.

Les Rothschilds ont tenu, indiscutablement, un rôle majeur dans l'élaboration et la mise sous protection d'un énorme capital culturel et artistique européen et occidental. Cette grande famille, comparable à un Laurent de Médicis des XIXe, XXe et XXIe siècles, accompagna ce mécénat artistique d'une adhésion à une volonté politique qui s'est confirmée au cours des décennies.

En particulier, elle adhéra à la théorie, formulée par les techniciens du capitalisme financier moderne, du délestage économique du débouché colonial : *favoriser les pseudo-libérations des peuples colonisés, c'est-à-dire se libérer en réalité de la charge énorme qu'exigeaient leur promotion, leur accession à la modernité et au progrès.* Grâce à cet *allègement économique*, les investissements devenaient producteurs d'une valeur ajoutée augmentée. Il était évoqué le prétexte imprudemment affirmé et non vérifié, aujourd'hui

encore, de promouvoir secondairement une accession au bien-être moderne des peuples décolonisés. Des peuples « libérés » dit-on encore. Peuples dont le sort s'exprime aujourd'hui, comme on le constate à chaque minute, par des drames et des génocides périodiques. En Afrique. A Proche et au Moyen-Orient. Par des tueries en Afghanistan.

En 1942, vers la fin de l'année, aux USA, par voie de presse, les Rothschilds ont pris position contre le général Giraud parce que celui-ci **tardait**, semblait-il, à *abroger l'abrogation* du décret Crémieux. C'était effectivement une mesure à prendre, nécessaire à la réintégration des juifs d'Algérie dans la citoyenneté française. Cette condamnation implicite du général Giraud provoqua indirectement, mais avec une efficacité redoutable et recherchée, la promotion de De Gaulle, qui avait été recruté depuis bien longtemps par les chasseurs de tête de la Synarchie. C'est le « pompidolisme » de Georges Pompidou, celui-ci étant un collaborateur éminent de la banque Rothschild, qui eut à manœuvrer De Gaulle à partir de 1956 et à l'engager dans la dynamique roosveltienne telle qu'elle s'était exprimée à Casablanca en 1943. Nous l'avons vu. Il ne nous paraît pas inutile de le rappeler.

Revenons à 1954, en Algérie, la Toussaint Rouge. Le ministre de l'Intérieur français de la IVe République, François Mitterrand, séjourne à Alger le 22 octobre de cette année-là. Il est averti au plus tard le 23 octobre, de la naissance du FLN.

Cependant, des traîtres de l'OS, Organisation Secrète du MTLD, ont parlé. Monsieur Vaujour, directeur de la Sûreté Nationale en Algérie, rend compte à sa hiérarchie de ce que lui propose de vendre un membre de l'OS : *toute l'implantation du CRUA, donc du FLN, dans les Aurès*. Soulignons qu'au sein de ce maquis opère déjà un évadé de prison, Zighout, futur responsable le 20 août 1955, des massacres de Philippeville, d'El Alia, et d'Aïn Abid. Monsieur Vaujour, pour détruire ce maquis, doit obtenir le feu vert de son ministre Mitterrand, à fin de disposer du million d'anciens francs que demande Zighout pour lui livrer toute cette implantation ennemie.

« *Encore un canular !* » va s'exclamer Mitterrand en substance.

Pourtant, c'est ce même Mitterrand, celui qui oppose un net refus au paiement nécessaire pour conduire une opération préventive, qui déclarera quelques jours plus tard, le 12 novembre 1954 :

« *Il faut que la force de la nation l'emporte, quelles que soient les cruautés de la tâche* ».

Le paiement d'un million d'anciens francs aurait permis peut-être et sûrement, d'éviter la mise en œuvre de ces *cruautés* qu'avait prédites Mitterrand.

Qui ose affirmer aujourd'hui encore, que les hommes politiques sont tous des parangons d'intelligence et de savoir ? Qui peut affirmer encore aujourd'hui, que les hommes politiques s'expriment en toute liberté ?

Il est facile de répondre à ces interrogations quand on observe le comportement stérile, soumis et pervers des sacristains et des oblats qui fréquentent les monastères du gaullisme résiduel.

Leurs références sont des références de désastre, de mort et de reniement. Car ils ont accepté en esprit le génocide éventuel du peuple français d'Algérie.

Nous arrivons au 1^{er} novembre 1954, la Toussaint Rouge.

Mostefa Ben Boulaïd, le déclencheur, nous le savons, est un des cinq fondateurs du CRUA, le futur FLN, à partir du 23 octobre 1954.

C'est un Chaouïa ainsi que tous les habitants des Aurès-Nementcha. Dans cette région, la Juive d'origine berbère, la Kahena, a résisté les armes à la main contre les Berbères récemment convertis à l'islam. Les néophytes musulmans algériens, *arabisés à outrance*, exigeaient la soumission par la force de ceux de leur race qui ne s'obstinaient à ne pas adhérer au message du Prophète de la Mecque et de Médine, qu'ils fussent juifs ou chrétiens.

Sur ce même territoire donc, Ben Boulaïd confie à des rebelles une mission bien précise : intercepter un autobus dans la région de M'Chounèche. Cette opération s'inscrit parmi d'autres qui vont se déclencher sur des sites différents du territoire algérien. Ils tuent un instituteur et blessent sa femme. Auparavant ils avaient abattu Hadj Saddok, le caïd de M'Chounèche, qui, a-t-on prétendu, voulait s'opposer à l'assassinat du maître d'école français.

Cette interprétation officielle de l'attentat de M'Chounèche, n'a qu'un but : occulter son identité réelle.

Car, pour Ben Boulaïd, pour l'anti-France, celui qu'il fallait tuer de toute urgence et avant tout c'était Hadj Saddok.

Pourquoi ?

Ben Boulaïd connaît les Aurès comme sa poche. Il jouit du prestige *d'évadé d'une prison française*, ainsi que l'un de ses subordonnés, Zigout. Ben Boulaïd est conscient d'une réalité : une insurrection dans les Aurès n'aurait aucune chance de réussir si on ne la fait pas précéder de l'élimination physique de Hadj Saddok. Celui-ci, en effet, jouit d'une grande audience dans les Aurès. Il est connu comme un partisan total de la France. Un homme courageux au passé militaire élogieux. Mais ce n'est pas suffisant pour l'abattre. Car à cette date, du 1^{er} novembre 1954, s'il fallait tuer tous les partisans de la France en Algérie, il faudrait tuer 80 % de la population algérienne au moins.

Hadj Saddok est néanmoins tué de toute urgence. Sa mort, en effet, est nécessaire à l'opération déclenchée contre la France.

Pourquoi ?

Il faut revenir, pour répondre à cette question, au 8 mai 1945. En y allant « **sur la pointe des pieds** ». Avec une prudence trouillardes.

Car « *le 8 mai 1945* », en Algérie, est frappé du sceau d'une malédiction entretenue et même nourrie par le refus de « *voir* » la réalité. C'est-à-dire la signification historique réelle de ce drame. C'est un entêtement qui conduit certains interlocuteurs à se satisfaire d'une relation incomplète de l'identité fondamentale de cet évènement.

Le 8 mai 1945, c'est le jour d'une insurrection dans les Hauts Plateaux sétifiens, dans la Petite Kabylie. Et à Guelma, dans l'Est-Constantinois. Personne ne veut répondre encore aujourd'hui à la double question :

Pourquoi le 8 mai 1945 ?

Pourquoi dans cette région ?

Personne ne veut s'attarder sur la responsabilité de l'émir libanais Chékib Arslan, agent hitlérien connu pendant la guerre de 1939/1945, échappé ***providentiel*** en avril 1945 du lieu de sa détention en tant que prisonnier français, pour rejoindre Genève. Il pourra donner, à partir de cette ville, conformément aux instructions anglo-saxonnes, l'ordre de djihad contre la France.

Personne ne veut retenir que son transmetteur d'ordre n'est personne d'autre que le président en fonction de l'association des Oulémas en Algérie, El Bachir el Ibrahimy, assigné à résidence à Aflou. Il est précisément originaire de Tocqueville, Ras-El-Oued, en plein centre des Hauts-Plateaux-Sétifiens. Personne ne veut se souvenir que ce déclenchement opérationnel est en conformité avec la volonté manifestée à Casablanca en 1943 par le président Roosevelt. C'était une opération contre la France, ouverte simultanément sur deux sites opérationnels précis.

Un site algérien : le Constantinois, à Sétif et à Guelma en particulier.

Un site syrien, à Damas, où nos troupes sont attaquées le 8 mai 1945 par des Palestiniens. Nos soldats résistent, mais vont être désarmés par les forces britanniques du général Spears.

Tout cela, personne ne veut s'y attarder.

L'étude fragmentaire que je vous adresse aujourd'hui, n'a pas pour objet de revenir sur les évènements du 8 mai 1945, à Sétif, Guelma, Kerrata et d'autres localités du Constantinois.

Ce que l'on ne relève pas habituellement, c'est l'information suivante : Hadj Saddok, la future victime du FLN à M'Chounèche en 1954, était sous-officier en 1945. Il était adjudant dans une unité de tirailleurs stationnée en Tunisie. Pas loin de la frontière algérienne. Pas loin des Aurès Némentcha. C'est un Chaouia. Un de ses officiers lui demande d'être volontaire, le 8 mai 1945, pour une mission délicate et urgente. Parce que Hadj Saddok est un Chaouia, il lui est commandé de se rendre sur le territoire de ces montagnards du Sud-Est

constantinois et d'y convaincre le peuple chouia de ne pas s'incorporer à l'insurrection. N'oublions pas que nos forces militaires sont réduites sur ce territoire, le 8 mai 1945. Notre armée est dispersée en Europe, pour y terminer la guerre. Elle fournit l'effectif des garnisons sur les territoires qui à cette époque sont encore les territoires de l'empire français.

Saddok accepte la mission. Il se fera connaître sur sa terre, comme ce qu'il était. Un soldat français. Il connaîtra, plus tard, les honneurs, en récompense du succès qu'il remportera.

Pour Ben Boulaïd, Hadj Saddok est l'homme à abattre de toute urgence, car celui-ci avait l'oreille des Chaouias et aurait, peut-être, entraîné son peuple des Aurès dans une contre-rébellion, sur le chemin de la France.

Mais, la France, ***c'est justement elle qu'il fallait tuer au sud de la Méditerranée***. Et, en même temps, éliminer en les tuant, ceux qui s'affirmaient publiquement Français, malgré les tueurs et les menaces.

C'est pour cela, pour atteindre ce but, que le Cheik des Oulémas, Ibrahim Bacchir, toujours lui, déclara à partir du Caire, le 1^{er} novembre 1954, que le combat est engagé pour « *le triomphe de l'arabisme et de l'islam* ».

C'est dans le but de contrecarrer « le triomphe de l'arabisme et de l'islam » que François Mitterrand déclare le 12 novembre 1954 : « *il faut que la force de la Nation l'emporte quelles que soient les cruautés de la tâche* ». Il donne en apparence un blanc-seing aux forces de l'ordre pour que la force de la Nation puisse s'exprimer et l'emporter. Mais, très vite, il sera repris en mains par les promoteurs capitalistes de l'abandon de l'Algérie. Par les tenants rothschildiens, secondairement et tactiquement gaullistes du « *délestage économique du débouché algérien* ». Il fallait se défaire des peuples à gérer et à développer. Des peuples à promouvoir. Dans le but exclusif d'augmenter la valeur ajoutée des investissements. ***La décolonisation c'est une décision et un accomplissement capitalistes.***

« *Libérer la France du peuple algérien* » telle est encore aujourd'hui la formulation tactique majeure et ouvertement exprimée de ceux qui s'incorporent au racisme gaulliste. Celui-ci a pris la responsabilité de la mise en chantier de la plus grande défaite subie par notre pays, depuis qu'il existe.

Aujourd'hui, nous « crevons » en France des séquelles de cette défaite. Malgré les péroraisons ridicules, je l'ai déjà dit, permettez-moi de l'affirmer encore, de tous ces sacristains et oblates qui peuplent les chapelles du gaullisme résiduel, l'on doit faire un constat : la France guérira de cette défaite quand elle guérira du gaullisme, gangrène encore active et involutive de la droite française.

Lors du dernier combat, celui de l'OAS, nous avons été contraints, pour survivre et espérer, de recourir à une technique de guerre terroriste. On

prétend nous accabler encore pour cela. On oublie de préciser que notre guerre terroriste, que nous n'évoquons pas sans douleur, ***n'a duré que 4 mois. 4 mois seulement.***

Mais on omet de rappeler que le peuple pied-noir, ***fraction vivante de la Nation française***, a subi, quant à lui, ***94 mois de guerre terroriste.***

Une guerre terroriste illustrée des crimes les plus horribles, que nous, nous n'avons jamais commis : femmes, enfants vieillards, massacrés, viols collectifs de femmes enlevées, soldats prisonniers, émasculés, éventrés après avoir eu les yeux crevés. Des dizaines de milliers de Harkis lynchés avec leur famille. Les disparus d'Oran. Les prisonniers de guerre escamotés.

Ne rougissez pas de l'OAS.

Priez le ciel ***que ne soit pas nécessaire*** un jour, l'entrée en action d'une OAS européenne et occidentale pour sauver ce que nous avons espéré défendre en Algérie : l'Occident chrétien.

(1) MTLD : Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques

Jean-Claude PEREZ
Nice, le 23 juin 2012

Du même auteur et chez le même éditeur :

**L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle.
2012**

Un des livres du cinquantenaire, à lire et à faire lire.

L'islamisme dans la guerre d'Algérie

Logique de la Nouvelle Révolution Mondiale, 2004

Le sang d'Algérie

Histoire d'une trahison permanente, 2006 ; 2^e édition

Debout dans ma mémoire

Tourments et tribulations d'un réprouvé de l'Algérie française, 2006 ; 2^e édition

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie

Stratégies et tactiques, 2006 ; 2^e Edition

Attaques et Contre-attaques

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie II, 2008

Prenez contact avec l'éditeur. Des accommodements sont prévus pour l'achat de plusieurs livres.

Les directeurs et responsables de publication, de périodiques et de revues, peuvent bénéficier d'un « service-presse » gratuit. Il suffit de prendre contact avec l'éditeur.

Editions Dualpha

Boite 30

16 bis rue d'Odessa

75014 PARIS

Tel. : 09 52 95 13 34 - Fax : 09 57 95 13 34

Mail : infos@dualpha.com

Site internet : www.dualpha.com